

Les soldats russes du cimetière Dunand à Auxerre

Denis Martin

Quiconque visite le cimetière Dunand, à Auxerre, peut y constater la présence de 17 tombes de soldats russes. À l'exception d'une d'entre elles installée à un autre endroit, ces tombes se trouvent dans le carré militaire des soldats de la Première Guerre mondiale. On relève les noms typiquement russes comme Féodossi Wedeychtiouk, Rodion Andrianoff, Nicolas Sakaroff, ou encore Dimitri Kazityky¹. On peut lire aussi, sur deux tombes, les noms de Georges Przesmycky et de Andry Vyleipeck (ce dernier enterré en dehors du carré militaire) qui sont d'origine polonaise, mais n'en sont pas moins "russes", puisque, à l'époque, la Pologne n'existe plus, suite au troisième partage dont elle a été victime, au XVIIIe siècle, au profit de la Prusse, de l'Autriche et de la Russie.

Le carré militaire comporte 228 tombes, alignées sur 6 rangées. Les rangées sont accolées deux à deux, formant trois grands rectangles étroits séparés par de la pelouse bien entretenue. La grande majorité des noms sont à consonnance française comme Dejean, Cartaud, Vernier, Lefèvre, Brion ou Bonnet. Ces soldats français ne sont pas originaires d'Auxerre mais sont issus de tous les départements métropolitains. Blessés sur le front, soignés à Auxerre, ils y sont morts et y sont enterrés². Plusieurs noms indiquent l'origine africaine ou asiatique des hommes enterrés ici. Dix-sept noms sont d'origine nord-africaine, comme Mohamed Elgalie ou Amed Rabahi. Cinq sont d'origine indochinoise, comme Nguyen Van Ohi ou Dang Ba Trinh et quatre d'origine d'Afrique noire, comme Taraore Foti ou Sangare Horiba ou encore de Madagascar comme Tsiranoa³. Ces noms sont ceux des hommes qui sont venus de l'empire colonial français pour se battre sur la

1 Charles Rivet a consacré un article sur le sujet : "Soldats russes dans l'Yonne (1918-1919)" in BSSY (Bulletin de la Société des Sciences Historiques et Naturelles de l'Yonne), année 2000 (volume 132), p. 291-296.

2 Auxerre compte sept hôpitaux militaires. Le Bourguignon du 4 janvier 1918 proteste contre l'occupation de l'école normale de filles par un hôpital militaire peu utile à ses yeux (le regroupement des blessés à l'hôpital installé dans l'école normale de garçons serait possible) car les normaliennes de 1^{ère} année n'ont pu être accueillies nulle part à la rentrée scolaire du 1^{er} octobre 1917 (les années précédentes, leurs consœurs étaient accueillies rue Marcelin-Berthelot). Les normaliens, eux, sont logés aux Charmilles dans des dortoirs sans chauffage. Au total, l'Yonne offre, tout au long de la guerre et avec des variations, 8 200 lits. Cf. l'article de Michel Worobel dans le présent ouvrage.

3 Le soldat Tsiranoa est compté – par erreur – comme Russe par Charles Rivet, dans l'article qu'il a consacré à la présence des "Soldats russes dans l'Yonne (1918-1919)" (art.cit.). Aux Archives municipales d'Auxerre (AMA), Tsiranoa est bel et bien répertorié comme malgache, tout comme son compatriote Ravelonahina. AMA 4 N 62.

terre de France.



Vue du carré militaire au cimetière Dunand d'Auxerre

Si la présence de soldats coloniaux n'étonne guère pour cette époque, par contre celle des soldats russes est plus énigmatique. Que font ces soldats russes dans le cimetière d'Auxerre ?

Pour répondre à la question il faut remonter jusqu'à l'année 1915. Cette année-là, l'état-major français est inquiet : les pertes causées dans les rangs de l'armée française ont été considérables après les tueries des débuts de la guerre, à l'été et l'automne 1914 (360 000 morts), et lors des batailles de 1915 (320 000 morts). On envisage de mobiliser, par anticipation, la classe 1916, c'est-à-dire les jeunes de 19 ans, pour l'envoyer au front colmater les brèches. Or, en Russie, il y a une masse considérable de soldats mobilisables (au moins 5 millions) que le gouvernement du tsar ne peut armer, l'industrie russe étant bien incapable de fournir suffisamment de fusils, de mitrailleuses ou de canons pour ces millions d'hommes en âge de porter les armes. On parle alors du "réservoir russe" dans lequel il suffirait de puiser. À la demande de Joffre, nommé généralissime, le gouvernement français envoie une délégation conduite par le sénateur Paul Doumer⁴ à Pétrograd pour rencontrer le tsar Nicolas II (décembre 1915). Il a pour mission d'obtenir un corps expéditionnaire russe qui viendrait renforcer le front de l'ouest. L'objectif est de faire

4 Paul Doumer a été député (radical) de l'Yonne de 1891 à 1896 ; il sera élu président de la République en 1931 et assassiné en 1932 par le fasciste russe Paul Gorgulov.

venir en France plus d'un million d'hommes ("120 000 hommes par mois" dit Joffre). En échange, la France fournirait immédiatement 450 000 fusils à l'armée russe qui en a bien besoin. L'accord se fait rapidement. La Russie promet d'envoyer un premier contingent de 45 000 hommes dans les plus brefs délais. Nicolas II précise à ses généraux qu'il veut que ceux qui seront envoyés en France soient tous "blonds et aux yeux bleus". Il sait très bien que l'image qu'ont les Français des Russes est détestable. Les mauvais souvenirs des Français remontent à 1814 et 1815, quand les Cosaques et les Kalmouks⁵ campaient sur les Champs-Élysées. Ils avaient été trouvés hirsutes, sales, sans gêne, grossiers et ivrognes, bref des brutes qui rappelaient les Huns, ces barbares qui, c'est bien connu, faisaient cuire leur bifteck sous la selle de leur chevaux. Ernest Coeurderoy, un des premiers penseurs de l'anarchisme, n'appelait-il pas de ses vœux les Cosaques pour détruire de fond en comble la société qu'il jugeait non-réformable⁶? Nicolas II veut absolument corriger cette mauvaise opinion. Il est impensable, pour lui, d'envoyer en France des Asiates aux yeux bridés. Le pari est réussi et les chroniqueurs français reviendront souvent sur la blondeur et le teint "réséda" (rose) des soldats de Nicolas II.



Défilé de soldats russes à leur arrivée à Marseille, le 22 avril 1916 – Sur le drapeau, la figure du Christ
(Photo Albert Moreau - Service photographique de l'Armée)

5 Les Kalmouks, peuple d'Asie centrale, originaires de Mongolie, étaient présents dans les armées qui envahirent Paris en 1815.

6 Ernest Coeurderoy, natif de Tonnerre, médecin, exilé en Suisse après les journées révolutionnaires de juin 1848, écrivit, en 1854, un violent pamphlet intitulé Hurrah !!! ou la Révolution par les Cosaques. Cf. Alain Brossat, Ernest Coeurderoy (1825–1862). Révolution, désespoir et prophétisme, Paris, L'Harmattan, 2003 (actes du colloque d'ADIAMOS-89 de 2002).

Quatre brigades d'infanterie sont recrutées, soit les 45 000 hommes promis. Chaque brigade se compose de deux régiments d'infanterie comportant chacun trois bataillons à quatre compagnies ; en outre, chaque régiment dispose de trois compagnies de mitrailleuses, d'une section de liaison et d'une unité des services ; tous les officiers sont sélectionnés en fonction de leur connaissance de la langue française⁷.

Reste à transporter ces hommes jusqu'en France. Il n'est pas question, bien évidemment de traverser l'Allemagne ou l'Autriche-Hongrie, territoires ennemis. La route maritime par la Mer Noire est également impraticable puisqu'il faut passer les détroits des Dardanelles, solidement tenus par l'Empire ottoman, allié de l'Allemagne. Le passage par la Baltique est également très périlleux puisque la marine allemande veille. Plus au nord, la Mer Blanche est prise par les glaces tout l'hiver. C'est donc le chemin le plus long, celui de l'est, par la Sibérie et Vladivostok qui est choisi pour la 1^{re} brigade. Celle-ci est composée de deux régiments, l'un recruté dans la région de Moscou, l'autre dans la région de Samara, près de la Volga. Le 3 février 1916, le corps expéditionnaire russe part de Moscou et traverse toute la Sibérie grâce au Transsibérien et au Transmandchourien dont la ligne est achevée depuis une dizaine d'années. Il embarque à Dairen (près de Vladivostok) sur des navires français⁸. Les 11 000 soldats sont entassés sur les navires dans des conditions déplorables. La route est longue puisqu'il faut contourner la Chine et l'Inde et pénétrer en Méditerranée par le canal de Suez. La 1^{re} brigade arrive à Marseille le 20 avril 1916, après plus de deux mois de voyage et 30 000 kilomètres parcourus. L'accueil des Marseillais est délirant. Le journal L'Illustration en rend compte. Voici le "rouleau compresseur russe" qui va écraser les armées allemandes⁹ !

7 Le français était une langue couramment utilisée par les élites nobles de la Russie depuis Catherine II.

8 Le Latouche-Fréville et l'Himalaya.

9 Le général Joffre accueille les troupes russes par ces mots : « Notre fidèle alliée, la Russie a voulu donner à la France un gage nouveau de son amitié, une preuve plus éclatante encore de son dévouement à la cause commune. Des soldats russes choisis parmi les plus braves et commandés par les officiers les plus réputés, viennent combattre dans nos rangs. Vous les accueillerez comme des frères ; vous leur montrerez quelle chaude sympathie vous réservez à ceux qui ont quitté leur patrie pour venir lutter à nos côtés. Au nom de l'armée française, je m'incline devant leurs drapeaux, sur lesquels s'inscriront bientôt les noms glorieux de communes victoires. »



La foule marseillaise sur le passage des soldats russes, le 22 avril 1916
(Photo Albert Moreau - Service photographique de l'Armée)

Les trois autres brigades vont emprunter une route plus courte. Elles passent, toujours par la voie maritime, d'Arkhangelsk à Brest (ou, pour certaines, La Palice, le port de La Rochelle) en contournant la Norvège et les îles britanniques. C'est l'été et la route du nord est libre de glaces. Deux d'entre elles, la 3^e et 4^e brigades sont destinées à rejoindre le front de Salonique, en Grèce. Au cours du voyage, en août 1916, une mutinerie éclate au sein de la 3^e brigade. Celle-ci est composée d'hommes recrutés dans la région d'Ekaterinenbourg¹⁰ et Tchéliabinsk (deux villes situées à plus de mille kilomètres à l'est de Moscou, près de l'Oural). Un lieutenant-colonel est tué par ses soldats et quatre mutins sont exécutés¹¹. L'état-major décide alors de garder cette brigade en France. Sans doute pense-t-on qu'il sera plus facile de la tenir à l'oeil si elle reste sur le front français. Ce sont les 2^e et 4^e brigades qui iront renforcer le front d'Orient. La 1^{re} et la 3^e brigades sont affectées au front français. Ces 45 000 hommes sont les seuls qui seront finalement envoyés à l'ouest sur le million d'hommes espéré.

10 C'est dans cette ville que fut exécuté Nicolas II en 1918.

11 Rémy Cazals, "Soldats russes en France. Entre guerre et révolution", in Le Chemin des Dames, Nicolas Offenstadt dir., éd. Perrin, 2012, p. 336.



Jeunes Marseillaises rendant visite aux soldats russes
(Service photographique de l'Armée)

Les soldats russes commencent leur entraînement au camp de Mailly, à la limite de l'Aube et de la Marne. Il s'agit de les habituer à la guerre de tranchées et au port du masque à gaz. Ils gardent leurs uniformes mais on les équipe du casque "Adrian" qu'on décore de l'aigle bicéphale impérial. Il leur est interdit de sortir du camp pour se rendre en ville. Pas de sorties en ville, pas de distractions, pas de prostituées... Du coup, l'état-major français envisage de créer un lupanar (BMC¹² en langage militaire) à l'intérieur du camp¹³. Les Russes ont emmené avec eux leurs popes qui leur font réciter leurs prières quotidiennes. Avec eux, ils ont aussi leur mascotte, un ours, qui, paraît-il, n'aime pas le bleu horizon des uniformes français¹⁴.

12 BMC : bordel militaire de campagne. Les premiers BMC datent de la Première Guerre mondiale. Une des motivations de l'institution militaire était de réduire les relations homosexuelles entre soldats.

13 Rémy Cazals, "Soldats russes en France. Entre guerre et révolution", art.cit., p. 337.

14 L'ours Pervychine (ou Michka, selon les sources, à moins qu'il y ait eu plusieurs ours dans les régiments) sera confié à un zoo parisien en 1920.



La mascotte du régiment

La discipline est sévère. Dans l'armée russe les soldats sont punis par des châtiments corporels. Au contact des régiments français, les Russes vont prendre conscience de la différence qu'il y a entre une armée républicaine composée de citoyens, et une armée qu'on mène au knout. Le 14 juillet 1916, un détachement de soldats russes participe au défilé de la fête nationale sur les Champs-Élysées, déclenchant l'enthousiasme des Parisiens¹⁵. En août 1916, la 1^{re} brigade est envoyée sur le front de Champagne. Quand elle est relayée par la 3^e brigade, en octobre, elle compte déjà 500 morts ou blessés.

Les temps de repos, à l'arrière du front, sont l'occasion de lier des contacts avec la population française. D'après le soldat Paul Clerfeuille, cité par Rémy Cazals¹⁶, le prestige des soldats russes est très grand auprès des filles. Au cours de l'hiver, les Russes étonnent tout le monde en lançant leurs attelages de deux chevaux à travers les champs enneigés sans se soucier ni des routes ni des chemins.

En mars, la révolution éclate en Russie (c'est la fameuse révolution de Février, ainsi nommée en raison du calendrier julien alors en vigueur en Russie qui se trouve en décalage d'une douzaine de jours avec le calendrier grégorien utilisé en Europe de

15 Alain Cancel intègre, dans son ouvrage *Larmes bleu horizon*, Ed.Pouce, Courlon-sur-Yonne, p. 179-231, une biographie de son grand-père mobilisé dans laquelle il cite le passage suivant : Quelle ne fut pas la surprise de Gaby, la sœur de Joseph Lalange, lorsqu'elle reconnut son frère sur cette carte postale achetée par hasard ! La légende de la photo indique : Les Russes défilant rue Royale. Or, il s'agit en partie de soldats français déguisés en Russes. En effet, on peut lire dans le carnet de route de Joseph Lalange en date du 13 juillet : « Je pars ce soir au camp russe (aux environs de Mourmelon dans la Marne) où nous allons renforcer la musique du régiment qui va à Paris pour la revue du 14. On nous habille en russes... ». Merci à Michel Mauny pour cette intéressante anecdote.

16 Rémy Cazals, "Soldats russes en France. Entre guerre et révolution", art.cit., p. 337.

l'Ouest)¹⁷. La nouvelle, longtemps cachée, finit par être connue des soldats russes du front de l'ouest. L'abdication du tsar cause une émotion profonde¹⁸. C'est tout un monde qui s'écroule.



Avril 1916 - Le pape orthodoxe bénit les soldats de la 1^{re} brigade
(Service photographique de l'Armée)

À partir de là, l'agitation va aller croissant dans les régiments russes. Au sein des bataillons, on décide de voter pour ou contre la décision de monter au front. C'est après un vote mouvementé que les soldats russes acceptent de participer à l'offensive Nivelle¹⁹. Cette désastreuse offensive, qui se déroule du 16 au 20 avril 1917 et à laquelle participent les Russes (leur secteur se situe à l'est du Chemin des Dames, entre Craonne et Reims), va accélérer la dégradation du climat au sein des unités. Au cours de cette offensive, les deux brigades russes perdent 5 000 soldats et 70 officiers (sur environ 19 000 hommes), qui sont tués ou blessés en seulement trois jours. Certains officiers auraient été tués par leurs hommes, signe de la dégradation du climat qui règne au sein des bataillons²⁰. Cependant, les soldats russes se sont montrés particulièrement courageux et ont conquis

17 La révolution commence le 23 février à Pétrograd (8 mars dans le calendrier grégorien).

18 Le tsar abdique le 15 mars 1917.

19 Cf. R. Adam, Histoire des soldats russes en France, éd. L'Harmattan, 1986.

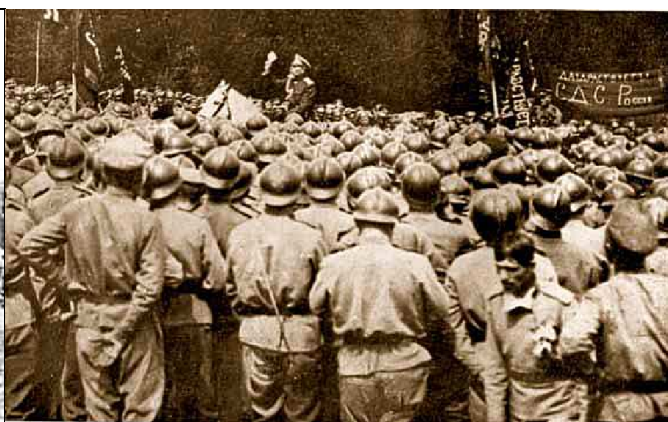
20 Rémy Cazals, "Soldats russes en France – Entre guerre et révolution", art. cit., p. 339.

plusieurs positions importantes²¹, avant de lâcher prise. À la suite de ce qu'il faut bien appeler un massacre (l'offensive Nivelle a coûté 30 000 morts et 100 000 blessés à la France en quelques jours), des réunions informelles se tiennent çà et là, entre soldats. Des comités de soldats commencent à s'organiser, suivant en cela les consignes du soviétique (conseil) de Petrograd. Dans les rangs de l'armée française, l'agitation est également extrême et des mutineries éclatent²². A l'arrière, la situation n'est pas bonne et plusieurs centaines de milliers d'ouvriers (et d'ouvrières, très nombreuses dans le mouvement) sont en grève contre la vie chère.

Pour éviter une mutinerie ouverte, les Russes sont envoyés au camp de Neufchâteau dans les Vosges et dans celui de Baye dans la Marne. Le 1^{er} mai du calendrier russe (14 mai) est l'occasion d'une première manifestation. Les soldats cantonnés à Baye défilent en chantant la Marseillaise. Sur leurs drapeaux ils ont écrit les mots "Socialisme", "Egalité" et, en français, le mot "Liberté". Le général Palytsine, attaché militaire russe en France, essaie de haranguer les hommes en faisant appel à leur sens du devoir. Il est interrompu, conspué, et il doit se retirer précipitamment (il est juché sur un beau cheval blanc, signe d'orgueil ostentatoire, ce qui n'arrange pas les choses).



Manifestation du 1er mai au camp de Baye



Le général Palytsine tente de ramener le calme

La revendication principale porte sur l'exigence du retour au pays. Les soldats qui sont fils de paysans sont les plus ardents. Le gouvernement provisoire de Kerenski a commencé à distribuer des terres et ces ruraux craignent de ne pas avoir leur part²³. Ceux

21 Notamment le village de Courcy.

22 La répression des mutineries de l'armée française est menée par le général Pétain. Les tribunaux militaires prononcent 3 427 condamnations dont 554 à mort ; 49 mutins sont exécutés. Cf. André Loez et Nicolas Mariot, *Obéir/désobéir. Les mutineries de 1917 en perspective*, éd. La Découverte, 2008. Et aussi : Nicolas Offenstadt, *Les Fusillés de la Grande Guerre et la mémoire collective*, éd. Odile Jacob, 2009.

23 "On distribue les terres, nous arriverons trop tard pour obtenir notre part légale !" ; Didier Daeninckx, *La Mémoire longue – Textes et images 1984-2008*, Le Cherche Midi éditeur, 2008.

des soldats qui viennent des milieux ouvriers de la région de Moscou veulent rentrer chez eux pour participer à la Révolution. Des tracts commencent à circuler²⁴ ainsi qu'un journal révolutionnaire, Natchalo (Le Début)²⁵. On y accuse le gouvernement tsariste et le gouvernement français d'avoir conclu un marché sur le dos des soldats et d'avoir échangé ceux-ci comme de simples marchandises, comme du bétail, contre des fusils et des mitrailleuses. Une scission commence à se faire jour entre ceux qui soutiennent le gouvernement Kerenski (ceux de la 3^e brigade) et ceux qui penchent vers la radicalité révolutionnaire des bolcheviks (ceux de la 1^{re} brigade). Ce clivage politique recoupe peu ou prou les catégories sociales. Les soldats issus de la paysannerie sont pour Kerenski alors que ceux qui sont issus de milieux ouvriers sont pour Lénine. Beaucoup d'officiers, quant à eux, restent fidèles au tsar déchu. Les soldats refusent de leur obéir, décrètent l'abolition des châtiments corporels et élisent de nouveaux officiers.

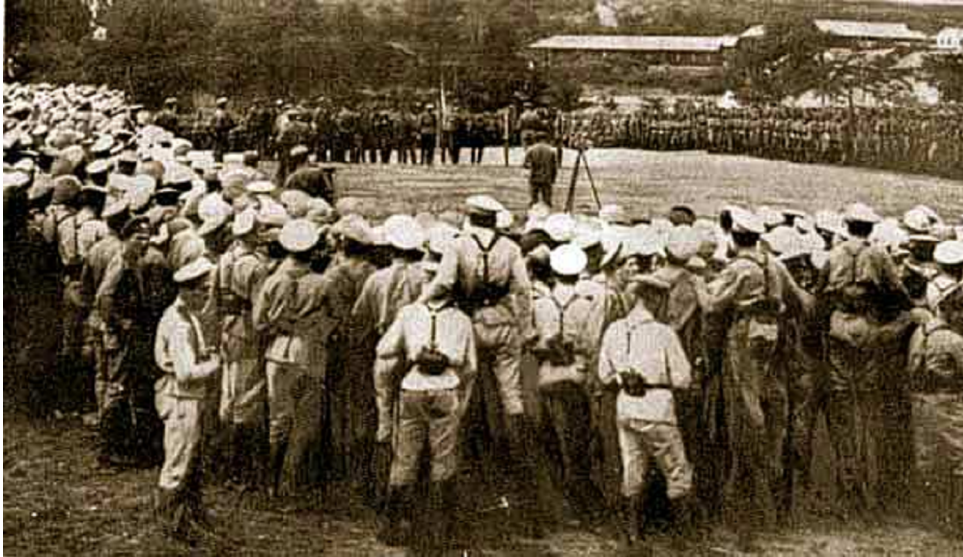
Devant la politisation accélérée des troupes russes, le commandement français décide de les isoler. Leur comportement, leurs manifestations (en rangs bien disciplinés²⁶), leurs chants et leurs drapeaux rouges produisent le plus mauvais effet sur leurs camarades français. Le 1^{er} juin, Paul Painlevé, ministre de la guerre, décide d'écarter les régiments russes du front.

On les expédie très loin, à 600 kilomètres, sur le plateau des Millevaches, au camp militaire de la Courtine dans le département de la Creuse. C'est chose faite dès la fin du mois de juin 1917. Il y a là 16 000 hommes, 300 officiers, 1 700 chevaux... et l'armement complet des bataillons (on n'a pas jugé utile de les désarmer). Les bolcheviks de la 1^{re} brigade font du prosélytisme auprès de leurs camarades de la 3^e brigade et tentent de les rallier à leur cause. Des heurts éclatent entre les deux camps. Finalement 6 000 hommes de la 3^e brigade et 400 de la 1^{re} brigade quittent le camp avec les officiers et s'installent sous des tentes à vingt-cinq kilomètres de là, dans le village de Felletin. Le camp de la Courtine devient alors, de fait, un vaste camp autogéré, une république soviétique, qui renferme 10 000 hommes. La revendication unique des soldats est le retour au pays. Baltais, le chef élu des mutins, tente de négocier ce rapatriement avec les autorités. Il est arrêté le 25 juillet. C'est un Ukrainien qui parle parfaitement le français, Afanasie Globa, qui prend sa succession.

24 Cf. les deux tracts qui sont reproduits en annexe 1.

25 R. Parayre, Creuse 1917-1922, du Soviet de la Courtine au monument aux morts de Gentioux, Libre Pensée 23, Mairie de Guéret, BP 259, 23006 Guéret Cedex, octobre 1997, p. 8.

26 Ils font l'admiration de Louis Barthas ; cf. Les Carnets de guerre de Louis Barthas, tonnelier, 1914-1918, Paris, éd. La Découverte, 1997, p. 471.



Réunion du soviet de la Courtine

Le général Zankeievitch, qui représente le gouvernement russe, lance un ultimatum aux soldats révoltés : ils doivent rendre leurs armes et faire leur soumission avant le 3 août. Environ 1 500 hommes franchissent le pas et se rendent par petits groupes. Mais les autres tiennent bon et refusent tout compromis. L'état-major français décide alors de réduire les mutins par la force. Le 4 août, 9 compagnies d'infanterie, 4 sections de mitrailleuses, 3 d'artillerie de 75 et 3 pelotons de cavalerie, soit plus de 5 000 hommes, organisent le blocus du camp de La Courtine²⁷. Le 10 août, la 3^e brigade – qui campe toujours à Felletin - est évacuée au camp militaire du Courneau près d'Arcachon. Il faut l'éloigner car on n'est pas sûr de sa neutralité dans l'épreuve de force qui s'annonce avec ses compatriotes de la 1^{re} brigade. À Courneau, les soldats de la 3^e brigade font preuve de beaucoup de mauvaise volonté et de beaucoup d'insubordination. Ils choquent les populations locales en se baignant nus et en organisant des beuveries abominables²⁸.

Jusqu'au début du mois de septembre, les troupes françaises renforcent leurs positions autour du camp de la Courtine. Elles creusent des tranchées, tendent des réseaux de fils barbelés et mettent leur artillerie en place. Les mutins font la même chose. Les rations de nourriture livrées habituellement dans le camp sont suspendues. L'armée française décide d'utiliser des troupes russes contre les mutins. Le gouvernement estime en effet qu'il s'agit d'une affaire interne à la Russie. Le gouvernement de Kerenski donne pour consigne de réduire les mutins et d'appliquer la peine de mort contre eux, si nécessaire²⁹. On achemine sur la Courtine une brigade d'artillerie russe, forte d'environ

27 Cf. le témoignage du soldat Léon Verly reproduit en annexe 2

28 Cf. annexe 3.

29 Le télégramme 3172 de Kerenski, qui servira de base à l'action du général Zankeievitch, stipule : "On ne reculera

1 500 hommes, destinée à l'armée d'Orient et qui est de passage en France. On complète le dispositif avec 2 000 hommes sûrs prélevés dans la 3^e brigade et qu'on ramène de Courneau. La population civile qui vit à proximité du camp est évacuée.

Un ultimatum est envoyé aux mutins le 14 septembre. Ils doivent se rendre avant le 16. Aucun ne se rend. Le 16 septembre, à 10 heures du matin, le canon tonne (c'est la brigade d'artillerie russe qui est aux commandes). Les assiégés répondent en faisant exécuter par leur orchestre la musique de la Marseillaise et la Marche funèbre de Frédéric Chopin. Un obus disperse l'orchestre. Le canon tonne d'heure en heure faisant quelques morts et des blessés. Au soir du 16 septembre, les rebelles ne se sont toujours pas rendus. Le 17 septembre le pilonnage du camp s'intensifie. À 14 heures, 7 500 mutins se rendent. Mais il reste environ 500 irréductibles qui refusent tout compromis. Le 18 septembre les troupes russes loyalistes investissent le camp. Le combat est rude. Le nombre de morts est controversé. Les chiffres vont d'une dizaine à 150 suivant les sources³⁰. Le dernier carré de 50 mutins, regroupé autour d'Afanasia Globa, ne se rend qu'au matin du 19 septembre³¹.



Arrestation de Globa, chef des mutins de la Courtine

Le Haut Commandement militaire décide alors de dissoudre les deux brigades de soldats russes. Elles sont entièrement démilitarisées. Un tri est fait parmi les hommes. Les

pas devant l'emploi de l'exécution capitale, suivant décision des tribunaux" (cité par Didier Daeninckx, La Mémoire longue – Textes et images 1984-2008, op. cit.).

30 Les chiffres officiels donnent 9 morts et 49 blessés. Le chiffre de 100 à 150 victimes est donné à titre indicatif par plusieurs sources, sans garantie. Au cimetière de la Courtine, il y a une dizaine de tombes de soldats russes.

31 La Courtine accueillera les premiers soldats américains débarqués, quelques mois plus tard. En 2012, l'association La Libre Pensée a posé une plaque en bronze à la mémoire des soldats russes, au cimetière de la Courtine. Cette plaque proclame, en russe et en caractères cyrilliques, "A bas la guerre". Cette plaque est reproduite dans l'annexe 2.

meneurs, les chefs – soit 81 hommes dont Globa et Baltais - sont envoyés au bagne de l'île d'Aix. Environ 300 mutins sont envoyés au camp militaire de Bourg-Lastic³² dans le Puy-de-Dôme. Aux autres, on donne le choix de s'engager dans l'armée française ou de servir sur différents chantiers comme travailleurs militaires. Les 5 000 d'entre eux qui refusent cette alternative sont déportés en Algérie où on les met au travail sur les exploitations agricoles des colons (ils feront du prosélytisme bolchevique auprès des ouvriers agricoles algériens). Les officiers et sous-officiers, tsaristes dans leur grande majorité, et quelques trois cents hommes de troupe, forment une légion de volontaires russes et retournent combattre sur le front français. Ils s'illustreront dans les combats et seront abondamment décorés³³. Le reste des troupes, soit environ 11 000 hommes, acceptent de former des compagnies de travailleurs militaires. Ils sont répartis dans les départements qui manquent le plus de main-d'œuvre (tous les hommes valides sont au front). Ils sont payés trois francs par jour.

C'est Clemenceau, le nouveau président du Conseil, qui signe la circulaire organisant la répartition, en décembre 1917.

Le gouvernement français a décidé de prendre à sa charge les contingents russes qui se trouvent actuellement sur le territoire français.

L'autorité militaire française prend le commandement de ces contingents, en utilisant, comme cadres, un certain nombre d'officiers russes. (...)

Aucun comité de soldats n'est toléré. (...)

Les contingents russes sont employés sur le territoire :

1° comme combattants sur le front français s'il est possible de constituer des unités de volontaires. (...)

2° comme travailleurs militaires. (...)

3° ceux qui n'entrent pas dans les catégories ci-dessus seront envoyés en Afrique du Nord.

signé : le Président du Conseil, Ministre de la Guerre, Clemenceau

signé : le Général, Major-Général du Groupe de l'Intérieur, Alby³⁴

C'est là que se raccroche l'histoire des soldats russes d'Auxerre.

L'Yonne reçoit un contingent de 500 soldats russes « travailleurs volontaires ». Ils arrivent dans le département le 1^{er} janvier 1918. Entre temps, la révolution bolchevique a triomphé en Russie (Révolution « d'Octobre », suivant le calendrier julien, déclenchée le 7

32 Le camp de Bourg-Lastic servira à loger des harkis réfugiés en 1962.

33 Ce bataillon est cité deux fois à l'ordre de l'armée française et est décoré de la croix de guerre 1914-1918, avec fourragère.

34 Circulaire n° 30.234-1/11 enregistrée à la préfecture de l'Yonne le 24 décembre 1917, ADY (Archives départementales de l'Yonne), 7R 218.

novembre 1917) et le nouveau pouvoir des Soviétiques a signé un armistice avec l'Allemagne le 15 décembre (la paix de Brest-Litovsk sera signée le 3 mars 1918). Le quotidien départemental *Le Bourguignon* annonce la nouvelle de l'arrivée des Russes dans l'Yonne dans son édition du 2 janvier sous le titre « Les travailleurs russes dans l'Yonne », sans faire aucune allusion, bien évidemment, aux événements de la Courtine, ni aux événements qui secouent violemment la Russie³⁵ :

On sait que des soldats russes envoyés en France vont être employés à des travaux à l'intérieur.

Cinq cents d'entre de ces soldats ont été mis à la disposition du département de l'Yonne pour les coupes de bois et un détachement imposant se trouvait à Auxerre le 1^{er} janvier pour être réparti entre diverses communes vers lesquelles les équipes de travailleurs ont été dirigées mardi et mercredi.

D'autre part, cinquante Russes sont arrivés à Accolay, lundi soir, pour être employés aux usines de four à chaux de Vermenton.

Ils sont logés dans un baraquement à Accolay³⁶.

L'édition du lendemain donne des précisions quant à la ventilation des équipes de travailleurs affectées à la coupe de bois dans les communes du département³⁷. Le nombre d'hommes par équipe est donné entre parenthèses.

Voici la répartition entre les communes des soldats russes qui, comme nous l'avons dit hier, ont été mis à la disposition du département pour être affectés particulièrement à la coupe de bois : Bessy-sur-Cure (22), Cézy (30), Châtel-Censoir (50), Coulanges-sur-Yonne (45), Crain (25), Joigny (25), Maligny (25), Massangis (30), Mailly (45)³⁸, Nitry (30), Saint-Fargeau (60), Vermenton (50)³⁹.

L'addition des contingents de ces 12 équipes et de celui de l'équipe de chauffourniers de Vermenton donne exactement 487 hommes. On remarquera qu'à Vermenton, entre ceux qui travaillent aux fours à chaux et ceux qui sont occupés à couper du bois dans la forêt, c'est une centaine de Russes qui est concentrée au même endroit.

Ce sont les marchands de bois qui ont réclamé (à cor et à cri) l'affectation de ces soldats russes sur leurs chantiers d'abattage en forêt. Les listes de la Préfecture donnent le nom des exploitants bénéficiaires et le nombre d'hommes affectés, comme celle-ci, la plus complète d'entre elles :

Lesire à Saint-Fargeau (60), Larcher à Massangis (30), Vincent-Riant à Châtel-Censoir (50), Paul Robin à Coulanges-sur-Yonne (45), Merland à Bessy-sur-Cure (22),

35 La censure veille mais, cependant, la presse départementale relate fidèlement les événements de Russie. Les bolcheviks sont appelés alors, et par tous, "maximalistes".

36 *Le Bourguignon*, mercredi 2 janvier 1918.

37 L'autre journal départemental, *L'Yonne*, ne dit pas un mot sur l'arrivée des soldats russes.

38 Le journal fait erreur ; les listes de la Préfecture indiquent à plusieurs reprises qu'il s'agit de Nailly, près de Sens.

39 *Le Bourguignon*, jeudi 3 janvier 1918.

Fournier à Nailly près Sens (45), G. Vincent à Crain (25), Métairie à Moutot (30), Métairie à Joigny (25), Mothéré à Maligny (50), Dubreuil à Cézy (30), Usine Pyrotechnie à Héry (25), Grandjean à Saint-Sauveur (15), Lenôtre et Rodange à Andryes (20), Lacroix à Tonnerre (25), Lebovici à Marmeaux (80), de la Mothe à Sommeceaise (25), Clergue à Villeneuve-l'Archevêque (25), Chaux et ciments à Vermenton (50)⁴⁰.

Dans cette liste, se trouve l'usine de fabrication d'explosifs d'Héry. Les Russes ne sont nullement affectés au travail de l'usine, mais à la coupe des bûches nécessaires à son fonctionnement. Le total de cette liste fait apparaître le nombre de 677 travailleurs russes car des contingents supplémentaires ont été affectés à l'Yonne après le 1^{er} janvier 1918 (dès le 5 janvier, le préfet demande au ministre de l'Armement l'envoi de 200 travailleurs russes supplémentaires⁴¹).

L'affectation des hommes à la coupe des arbres ne doit pas surprendre. Les Français valides sont au front et si les femmes suppléent souvent, et avec succès, les hommes absents, certains métiers très physiques, comme celui de bûcheron, ne peuvent leur être confiés. De plus, c'est l'hiver et c'est le temps du bûcheronnage. Au début du XX^e siècle, on utilise encore massivement le bois pour se chauffer, cuire les aliments, alimenter les machines à vapeur (voire les locomotives des trains). Le bois sert aussi sous forme de bois d'œuvre pour la construction, et aussi pour l'ameublement, pour la tonnellerie, la menuiserie, pour la fabrication de pâte à papier... Le front est gros consommateur de bois, pour la construction d'étais, de caillebotis, de chevaux de frise, de traverses de chemin de fer... En ce début d'année 1918, la France connaît une grave crise d'énergie. Le charbon manque – la main-d'œuvre est insuffisante et nombre de mines sont en territoire occupé – et les autorités font porter les efforts de la nation sur la fourniture de bois. Une note manuscrite en marge d'un courrier adressé au préfet de l'Yonne le dit clairement : « 25 Russes sont arrivés à Héry, à l'usine Davey-Bickford-Smith et Cie, pour exploiter un bois pour remplacer le charbon⁴². »

L'Yonne, bien pourvu en forêts, est priée de faire un effort maximum pour approvisionner les usines, les artisans (boulangers...) et les ménages, sans oublier la capitale (toute proche) et l'armée. Les consignes nationales insistent beaucoup sur la fourniture d'écorces (pour le tannage des cuirs). Les Russes remplacent les prisonniers allemands qui sont dirigés vers d'autres départements pour être affectés aux travaux agricoles.

De partout montent les demandes de main-d'œuvre. Malgré la présence de plus de

40 ADY, 7R 218, date non indiquée, mais probablement mai-juin 1918.

41 ADY, 7R 218, courrier du préfet de l'Yonne au ministère de l'Armement, en date du 5 janvier 1918.

42 ADY, 7R 218, courrier envoyé d'Héry le 28 mars 1918.

15 000 réfugiés en provenance des régions envahies⁴³ et de milliers d'étrangers – plusieurs centaines de Belges réfugiés⁴⁴, des Suisses⁴⁵, des Italiens, des Espagnols⁴⁶ – l'Yonne est très déficitaire. Rien que dans l'agriculture, ce sont 30 000 hommes qui sont partis sur le front⁴⁷. L'arrivée des Russes est providentielle. La Compagnie des Intéressés aux flots de la Haute-Yonne, réclame « un nouveau contingent de prisonniers de guerre ou de Russes pour nous permettre d'affecter au tirage des bois flottés une équipe de 20 hommes⁴⁸ ». Hilaire Lucand, de Saint-Moré, écrit au directeur de l'Office agricole départemental de l'Yonne :

Je me propose de faire couper environ 20 hectares de bois à Bois-d'Arcy, tout à fait à proximité du village (canton de Vermenton). (...) J'ai recours à vos bons soins pour obtenir soit une équipe de prisonniers de guerre soit des travailleurs russes. J'ai l'intention de livrer tout le bois de chauffage de cette exploitation à l'armée⁴⁹.

Un autre marchand de bois, Sautreau, des Bruyères (commune de Brosse), sollicite une équipe de « 30 à 40 bûcherons français ou russes » pour exploiter « une forêt de 50 hectares de bois taillis sous futaie » située à « Mailly-la-Ville à 8 kilomètres du chemin de fer et du canal »⁵⁰.

Roger Sommer possède une usine de construction « d'appareils d'aviation » à Levallois-Perret. Il écrit au préfet de l'Yonne :

Je viens de me rendre acquéreur, à Saint-Julien-du-Sault [Yonne], d'une scierie dans le but d'accélérer la préparation de certains bois indispensables à la fabrication des avions, lesquels sont destinés à mes usines d'aviation, 10 rue Danton, 19 rue Baudin à Levallois-Perret. (...) Je sollicite de votre bienveillance de mettre à ma disposition six prisonniers allemands ou soldats russes⁵¹.

Le propriétaire de l'usine de métallurgie légère de Bléneau (« Estampage, cambrage, découpage, clous, boulons, boutons, boucles, rivets, poignées, anneaux, crochets »), D. Brun (qui possède également une usine à Pantin), écrit, lui aussi, au préfet

43 BSSY n° 78, année 1919, deuxième partie, Gabriel Letainturier, "La situation agricole et économique dans l'Yonne pendant la guerre, année 1918", p. 6 ; G. Letainturier chiffre à 5 515 hommes et 9 935 femmes le nombre des réfugiés dans le département.

44 Il y a des Belges dans des dizaines de communes du département (ADY, 3M11 90).

45 Au début du XX^e siècle, la Suisse fournit nombre de travailleurs pauvres à l'émigration.

46 Les Espagnols viennent en groupes organisés pour travailler en France ; par exemple, à Val-de-Mercy, en date du 30 avril 1918, ils sont trente, tous originaires de Salamanque (ADY, 3M11 90).

47 BSSY n° 77, année 1918, deuxième partie, Gabriel Letainturier, "La situation agricole et économique dans l'Yonne pendant la guerre, année 1917", p. 17.

48 ADY, 7R 218, courrier au préfet en date du 5 avril 1918.

49 ADY, 7R 218, courrier en date du 30 août 1918.

50 ADY, 7R 218, courrier envoyé au préfet de l'Yonne.

51 ADY, 7R 218, courrier adressé depuis Saint-Julien-du-Sault, en date du 5 juin 1918. Les avions sont construits en bois et en toile. La production d'avions s'intensifie au cours de la guerre ; ils sont précieux pour le renseignement, le repérage des positions ennemies et le réglage des tirs d'artillerie ; ils ne servent pas encore – ou peu – au bombardement, car ils ne peuvent emporter de lourdes charges.

de l'Yonne :

J'ai l'honneur de solliciter de votre bienveillance, étant gêné dans ma fabrication, faute de manœuvres, l'obtention de trois travailleurs russes causant un peu le français, pour des travaux de manœuvres. Je les prendrai aux conditions exigées par l'Etat. Mon usine de Bléneau travaillant exclusivement pour la défense nationale, je compte sur votre obligeance pour me faciliter ma tâche et vous prie d'agréer, Monsieur le Préfet, l'assurance de ma haute considération⁵².

Lazare Lebovici est marchand de bois. Il a des bureaux à Paris et des bois à couper dans l'Yonne. Il travaille pour l'armée américaine (arrivée en renfort sur le front français depuis quelques mois), à qui il expédie cinq wagons de bois, chaque jour, depuis la gare de Marmeaux⁵³. Il fait intervenir le major Roy L. Marston pour obtenir de la main-d'œuvre :

Les difficultés de plus en plus grandes que nous rencontrons dans l'exécution des marchés passés avec les négociants français pour la fourniture de bois aux troupes américaines m'amènent à faire appel à votre obligeance dans le cas suivant.

Nous avons fait, avec M. Lebovici [sic], de Paris, un contrat pour la fourniture de plusieurs milliers de tonnes de bois de chauffage à nous expédier tant de la gare de Marmeaux, par fer, que de Ravières, par canal. (...) Or, il se trouve que du fait du retrait d'une équipe de 80 ouvriers russes, l'exploitation de M. Lebovici se trouve en grande partie arrêtée ; d'autre part, pour effectuer le chargement de nos péniches, M. Lebovici aurait besoin d'une trentaine de prisonniers allemands.

Voudriez-vous être assez aimable pour me dire la voie à suivre et à qui je dois m'adresser pour essayer de faire obtenir à M. Lebovici, dans notre intérêt, le retour de cette équipe russe et la mise de 30 prisonniers allemands à sa disposition⁵⁴.

L'agent-voyer de l'arrondissement d'Auxerre, réclame, lui aussi, des Russes pour entretenir les routes :

Nous craignons (...) de ne pouvoir réaliser, en temps voulu, le gros effort à faire pour préparer les matériaux, dans les carrières de la région, au cours de l'été de cette année. Dans ces conditions, la main d'œuvre spéciale que pourraient nous apporter les Russes nous serait d'un grand secours⁵⁵.

Les conditions d'emploi des « travailleurs russes » sont strictement définies par les autorités militaires. Les soldats russes sont assimilés aux militaires français. Ils ont les mêmes droits et les mêmes devoirs. Ils doivent être payés 3 francs par journée de travail de 8 heures, ce qui est le prix de journée d'un ouvrier agricole⁵⁶. Les jours chômés (ou de

52 ADY, 7R 218, courrier au préfet en date du 23 septembre 1918.

53 ADY, 7R 218, courrier de Lazare Lebovici au préfet en date du 30 novembre 1918.

54 ADY, 7R 218, courrier de l'American Expeditionary Forces – Service of supply – Wood supply branche, envoyé de la station de magasin de Is-sur-Tille, le 10 novembre 1918, au préfet de l'Yonne.

55 ADY, 7R 218, rapport de l'Agent-Voyer du Service vicinal – Travaux d'entretien des chemins de grande communication. Demande d'emploi de 15 ouvriers russes sur les chantiers au cours de l'été 1918, en date du 30 avril 1918.

56 Dans le même ordre d'idée : les ouvriers nord-africains qui travaillent dans l'industrie intéressant la Défense

maladie) ne sont pas payés. L'employeur doit verser à l'armée française 10 centimes par travailleur et par jour « pour permettre le paiement de l'indemnité journalière de déplacement allouée aux officiers russes chargés d'encadrer et d'inspecter les équipes de travailleurs militaires⁵⁷. » Un jour de congé par semaine est accordé à chacun. Les accidents du travail sont considérés comme des blessures en service commandé. L'employeur doit nourrir, loger, chauffer, éclairer cette main-d'œuvre. L'armée fournit de quoi la vêtir. En échange, l'employeur s'engage à ne pas vendre le bois au-dessus du cours normal, « à faire de l'écorce dans toutes les coupes où c'est possible », à affecter une partie de la production aux besoins qui seront indiqués par les autorités⁵⁸.



Camp de Mailly, 29 avril 1916 – Soldats russes dansant la kamarinskaya
(Photo Albert Moreau – Service photographique de l'Armée)

La nourriture quotidienne est détaillée au gramme près : 700 g de pain, 350 g de viande⁵⁹, 60 g de sucre, 30 g de sel, 70 g de gruau de sarrasin, riz ou pâtes, 5 g de thé, légumes (une ration et demie du soldat du front), graisse (en fait : du lard ; une ration du

nationale reçoivent la même paie que les ouvriers européens (5 francs par jour pour 10 heures de travail) et jouissent des mêmes droits sociaux (ADY 7R 218, note du 14 septembre 1916) ; la République respecte l'égalité pour tous.

57 ADY, 7R 218, Note sur les conditions d'emploi de la main-d'œuvre militaire russe (Ministère de l'Armement et des Fabrications de guerre).

58 ADY, 7R 218, courrier du ministère de l'Armement et des Fabrications de guerre – Bureau des combustibles végétaux au préfet de l'Yonne en date du 16 octobre 1918.

59 Les prisonniers de guerre allemands, eux, n'ont droit qu'à 87 grammes de viande par jour (ADY, 7R 218).

soldat du front), tabac (une ration du front, soit 15 g)⁶⁰. Mais dès le 14 janvier 1918, les rations sont diminuées de 100 g pour le pain et de 50 g pour la viande (les légumes et le riz devant compenser cette diminution). Le sucre est rationné à 16 g par jour (500 g par mois), le tabac à 10 g⁶¹. L'armée rembourse la nourriture à l'employeur, à hauteur de 1,95 franc par jour. Le thé (les Russes sont buveurs de thé), le tabac (algérien), le sel, le sucre, sont fournis par l'armée⁶². À la description de ce régime – identique à celui des soldats du front – on voit que les hommes sont bien traités et bien nourris. Français ou Russes, les mobilisés sont bien mieux nourris que dans leurs villages (qu'on songe aux repas sans viande, à base de pain, de pommes de terre ou de châtaignes de la plupart des paysans français qui composent le gros des troupes). Les soldats qui reviendront de la guerre auront acquis des habitudes de « luxe », et, notamment, le goût de la viande...

Les Russes envoyés dans l'Yonne relèvent de la 5^e Région militaire (Orléans). En conséquence, leur compagnie porte le numéro 5/2. Un officier russe, le capitaine Troisky, est le commandant de cette compagnie. Il est basé à Auxerre, à la caserne Vauban. Le capitaine Kazakoff, lui, est à Orléans et supervise toutes les affectations des soldats russes rattachés à la 5^e Région militaire.

Les Russes sont à peine arrivés à pied d'œuvre, sur les chantiers de coupe de bois, que la préfecture est assaillie de courriers. Le maire de Saint-Fargeau s'inquiète, dès le 2 janvier, du statut des travailleurs russes : ce sont des travailleurs libres, certes, mais peut-on leur interdire les débits de boissons ? Quelles mesures doit-on prendre pour les dimanches ? En outre, certains Russes « ont trouvé à se faire loger chez l'habitant », dédaignant les baraquements prévus par leur employeur. La gestion était plus facile avec les prisonniers de guerre allemands ! L'entreprise Lesire et Provot (Saint-Fargeau) trouve que le prix de journée de 3 francs est trop élevé pour de la main-d'œuvre inexpérimentée ; par ailleurs le remboursement de la nourriture (1,95 franc) est insuffisant au regard du prix réel des marchandises. À Maligny, on s'inquiète de l'état de santé de plusieurs des soldats russes qui sont paludéens (ils arrivent directement de l'hôpital militaire de Cannes). Sur 22 hommes du détachement, 16 sont en rechute et doivent recevoir de la quinine⁶³. N'y-a-t-il pas des risques de contamination de la population locale ? Le médecin inspecteur Lafage, directeur du Service de Santé de la 5^e Région rassure le préfet : « les anciens paludéens

60 ADY, 7R 218, Ministère de la Guerre, Service de ravitaillement et des subsistances, Note complémentaire du 2 décembre 1917.

61 ADY, 7R 218, "Régime des travailleurs agricoles à dater du 14 janvier 1918 – Annexe n° 2".

62 ADY, 7R 218, Ministère de la Guerre, Service de ravitaillement et des subsistances, Note complémentaire du 2 décembre 1917.

63 ADY 7R 218, note manuscrite en marge du courrier du médecin inspecteur Lafage au préfet de l'Yonne en date du 15 janvier 1918.

ne présentent aucun danger pour la population avoisinante⁶⁴. » Et si des moustiques piquaient des paludéens et portaient ensuite la maladie chez les habitants ? demande un maire. Même dans l'Yonne, on connaît le mode de transmission des maladies tropicales⁶⁵... En conséquence, le médecin inspecteur prend les décisions qui s'imposent : « En réponse à votre lettre du 31 janvier 1918, j'ai l'honneur de vous informer que des instructions ont été données pour assurer le traitement et l'hospitalisation des travailleurs russes, sur l'état de santé desquels vous avez bien voulu attirer mon attention⁶⁶. »

Le notaire J. Lacroix, de Tonnerre, qui gère les biens de Monsieur le marquis de Lestrangle, s'inquiète de savoir si « le patron est tenu à la responsabilité civile à l'égard des soldats russes en cas d'accident dans leur travail ?⁶⁷ ». Par ailleurs, le boulanger n'a pas suffisamment de farine pour les Russes (il faut fournir chaque jour 15 kilogrammes de pain aux 25 travailleurs et l'époque est à la pénurie de tous les biens de consommation courante)⁶⁸.



Soldats russes travaillant dans une carrière en Haute-Saône
(Service photographique de l'Armée)

Mais les patrons ont bien d'autres motifs d'inquiétude : une partie des Russes qui

⁶⁴ ADY 7R 218, courrier du médecin inspecteur Lafage au préfet de l'Yonne en date du 15 janvier 1918.

⁶⁵ Un certain nombre de soldats français ont contracté le paludisme sur le front (en France) ; la succession des bataillons d'Afrique noire (affectés par le paludisme) et des bataillons métropolitains, dans les mêmes "gourbis" et cantonnements ainsi que la mauvaise hygiène (puces, poux), expliquent la transmission de cette maladie tropicale à des troupes qui n'ont jamais mis le pied en Afrique ou en Asie.

⁶⁶ ADY 7R 218, courrier du médecin inspecteur Lafage au préfet de l'Yonne en date du 5 février 1918.

⁶⁷ ADY 7R 218, courrier de Maître J. Lacroix au préfet de l'Yonne en date du 10 août 1918.

⁶⁸ ADY 7R 218, courrier de Maître J. Lacroix au préfet de l'Yonne en date du 17 février 1918.

leur sont affectés refusent de travailler.

Treize des Russes de l'usine de chaux et ciments de Vermenton ne veulent pas travailler. Ils restent couchés, se promènent ou vont au café. Ils ont des bicyclettes pour la plupart, et circulent de tous côtés. Certains ont trouvé des chambres en ville⁶⁹.

À Saint-Fargeau, ce n'est pas mieux, comme en fait foi un télégramme du maire de cette commune :

Équipe russe chez Lesire et Provot mutinée refuse d'aller au travail prière aviser vivres seront supprimés en attendant⁷⁰.

L'entrepreneur Lebovici, de Marmeaux, se plaint, lui aussi :

Sur l'équipe de 40 hommes arrivée le 2 courant [février], à peine 20 hommes sortent au travail, le restant sont en partie malades et en partie de mauvais travailleurs (esprits anarchistes). En effet, ces hommes arrivent d'un hôpital de convalescence de Cannes...

PS : nous recevons aujourd'hui même la visite du commandant russe avec son interprète et sur les 40 soldats il vient de faire partir 17 hommes malades et mauvaises têtes⁷¹.

On est loin de la satisfaction que donnaient les prisonniers allemands⁷² dont l'exploitant de bois Dubreuil, de Cézy, chante les louanges :

Les trois premiers mois ont été consacrés à la coupe de bois, aux travaux d'écorçage et à l'abattage des grumes destinées à l'Intendance. Dans l'exercice de cette profession, pour laquelle ils n'étaient nullement préparés, les prisonniers de guerre ont montré de la bonne volonté et une parfaite soumission. (...) Ce groupe constitue aujourd'hui un ensemble de très bons bûcherons. (...) Jamais une plainte, même isolée, n'a été formulée contre eux ; on doit, au contraire, leur rendre cette justice que cultivateurs et cultivatrices ont été unanimes à reconnaître leur complaisance et leur parfaite correction. (...) Avec de tels ouvriers, on peut tout obtenir et j'ai tout obtenu⁷³.

Doit-on voir dans la description de ce tableau idyllique les effets de la légendaire discipline allemande ou le soulagement de soldats heureux de ne plus subir l'horreur des tranchées ?

Les soldats russes, eux, occasionnent bien des tracas. Aussi les autorités militaires réagissent-elles rapidement. On se tourne d'abord vers le commandant russe d'Orléans. Une note manuscrite dans les papiers de la préfecture indique : « demander au capitaine Kazakoff (téléphone n° 59) des instructions pour l'équipe qui refuse de travailler par suite

69 ADY 7R 218, transcription d'un appel téléphonique reçu en préfecture le 15 janvier 1918.

70 ADY 7R 218, télégramme du maire de Saint-Fargeau au préfet de l'Yonne en date du 15 janvier 1918.

71 ADY 7R 218, courrier de Lebovici au préfet de l'Yonne en date du 14 février 1918.

72 Qu'on appelle couramment "boches" dans tous les courriers émanant de la société civile et jusque dans certains courriers en provenance des ministères ; ex. : "attribution de 20 prisonniers boches pour l'exploitation d'une coupe de bois" (courrier du ministère de la Guerre – sous-secrétariat d'Etat de l'Aéronautique militaire et maritime au préfet de l'Yonne en date du 27 août 1918 ; ADY 7R 218).

73 ADY 7R 218, courrier de Dubreuil, exploitant de bois à Cézy au lieutenant-colonel Jobard, Commandant le dépôt de prisonniers de guerre de la 5e Région, à Orléans, en date du 21 décembre 1916.

de la révolution de leur pays⁷⁴ ». La cause politique du refus du travail est clairement identifiée.

Mais ce n'est pas l'unique raison. Des questions de salaire et de nourriture se mêlent aux motivations politiques. La barrière de la langue et le manque d'interprètes ne facilitent pas la communication. Des enquêtes sont ouvertes, des interprètes envoyés. Les « grévistes » sont retirés des chantiers et ramenés dans leurs camps de base.

Le conflit [à Vermenton] aurait pour cause la diminution du salaire et la nourriture insuffisante et le manque de sobriété des soldats russes. À la suite d'incidents sans gravité réelle, des mesures de sécurité ont été prises par l'autorité militaire qui a fait arrêter 6 soldats. Il a été décidé de faire venir un interprète afin de recueillir les doléances russes⁷⁵.

Les salaires, en effet, ont été revus à la baisse par le gouvernement (peut-être à la demande des employeurs). La journée de travail passe de 3 francs à 2,02 francs (1,77 franc de « prime de travail » et 0,25 franc de solde versée par l'employeur qui verse en surplus, à l'armée, une indemnité d'habillement de 25 centimes)⁷⁶. La diminution de la ration de pain de 100 g est imposée par les autorités (sans compter le manque de farine chez les boulangers). L'entrepreneur Lebovici parle de « l'incident survenu avec le détachement russe au sujet de la ration de pain de 500 g » sans plus de précision⁷⁷. Le commandant russe de la Compagnie 5/2, en poste à Auxerre, demande qu'on accorde « le supplément de farine à la commune de Châtel-Gérard afin que la ration de pain soit portée à 600 g suivant la Directive ministérielle du 24 décembre 1917 »⁷⁸. Cette question de la ration de pain sera de nouveau évoquée le 8 mai suivant par le préfet qui informe les exploitants de bois que la carte de rationnement du pain (le sucre est rationné depuis plus d'un an déjà) vient d'être instituée pour toute la population à la date du 1^{er} mai et que les travailleurs russes y sont soumis comme tout le monde⁷⁹. La diminution est drastique puisque, « en moyenne », la ration de pain est contingentée à 300 g par jour et par personne (les enfants et les vieillards doivent se contenter de 200 g). Certaines catégories de travailleurs peuvent prétendre à 400 ou 500 g de pain⁸⁰. Le pain, toujours base de la nourriture en ce début de XX^e siècle, est une question sensible. Dès 1916, la qualité du pain avait été altéré par l'introduction d'autres composants dans la farine (farine de riz,

74 ADY 7R 218, note du directeur de l'Office départemental des charbons en date du 15 janvier 1918.

75 ADY 7R 218, courrier du préfet de l'Yonne au ministre de l'Intérieur en date du 19 janvier 1918.

76 ADY, 7R 218, "Régime des travailleurs agricoles à dater du 14 janvier 1918 – Annexe n° 2".

77 ADY 7R 218, courrier de Lebovici au préfet de l'Yonne en date du 5 février 1918.

78 ADY 7R 218, courrier du commandant Troisky au préfet de l'Yonne en date du 5 février 1918.

79 ADY 7R 218, courrier du préfet de l'Yonne aux exploitants de bois en date du 8 mai 1918.

80 BSSY n° 78, année 1919, deuxième partie, Gabriel Letainturier, "La situation agricole et économique dans l'Yonne pendant la guerre", p. 24.

son, et autres sous-produits), afin de pallier la baisse de la production de blé.



Soldats russes au repos et à l'accordéon

Les mesures de répression contre les auteurs de troubles sont radicales. Ainsi, à Marmeaux, après une « rébellion » qui s'est produite fin mars, on retire tout le contingent russe, sans chercher à séparer les meneurs des autres. L'employeur, dans un télégramme, demande un peu plus de discernement : « Suivant ordre Commandant russe avons renvoyé aujourd'hui Auxerre trente soldats russes pour motif rébellion prière après enquête nous renvoyer groupe sauf mauvais éléments faisant partie de cette équipe⁸¹. »

La même protestation émane de l'exploitant forestier Grandjean, de Saint-Sauveur, comme le rapporte la Brigade de gendarmerie à cheval locale :

Le détachement de 12 soldats, un caporal et deux sergents russes, arrivé à Saint-Sauveur (Yonne), le 28 mars 1918 pour être employé à Moutiers, à l'exploitation forestière de Monsieur Grandjean, sursitaire⁸² et exploitant forestier à Saint-Sauveur (...) a pris le train de 8 heures 10, ce matin, en gare de Saint-Sauveur, à destination d'Auxerre, malgré le désir de l'employeur de le conserver.

Ces militaires ne voulant plus travailler, leur transfert a été effectué (...) sur le vu d'une demande d'ordre de transport adressée à la Sous-Intendance militaire d'Auxerre par le caporal français Vincendon, interprète russe, actuellement en tournée⁸³.

On remarquera, au passage, que ce détachement russe n'est resté à Saint-Sauveur que huit jours et que le refus de travailler a été immédiat. La paix de Brest-Litovsk entre l'Allemagne et la Russie est signée depuis quelques jours : peut-être doit-on voir, dans le refus des soldats russes de travailler, l'effet de cette nouvelle. Leur pays s'étant retiré du

81 ADY 7R 218, télégramme de Lazare Lebovici envoyé à la préfecture de l'Yonne le 30 mars 1918.

82 Les gendarmes ne ratent pas l'occasion de signaler que Grandjean est "sursitaire" (donc un "planqué" de l'arrière).

83 ADY 7R 218, rapport de la Brigade de gendarmerie à cheval de Saint-Sauveur en date du 4 avril 1918.

conflit, les Russes ne voient pas pourquoi ils participeraient désormais à l'effort de guerre. Ils n'ont qu'un seul souhait : retourner au pays. Mais les marchands de bois demandent à garder cette main-d'œuvre difficile (ils n'ont qu'elle !). C'est ce qu'écrit R. Motheré, de Maligny, au préfet :

J'ai l'honneur de vous demander de vouloir bien faire mettre une nouvelle équipe de 25 Russes à ma disposition. Par suite de renvois pour indiscipline ou réformes, le contingent de 25 Russes qui m'avait été affecté le 1^{er} janvier se trouve réduit à 15 hommes dont 3 sont à l'hôpital⁸⁴.

Aucune rancune, non plus, dans cette lettre de Lazare Lebovici qui prépare activement l'arrivée d'un nouveau contingent russe sur son exploitation :

Suivant les renseignements obtenus aujourd'hui à la Direction des Combustibles Végétaux de Paris, la nouvelle équipe de travailleurs russes qui nous est destinée fait actuellement route et doit arriver d'un jour à l'autre. Je vous serais donc très obligé de bien vouloir nous prévenir, à Marmeaux, la veille de leur arrivée, afin qu'on puisse prendre les dispositions nécessaires pour leur préparer un repas chaud et d'instruire la commune de Châtel-Gérard pour la fourniture de pain⁸⁵.

À la suite de ces incidents répétés, la gendarmerie surveille étroitement les équipes de travailleurs russes.

Le 12 avril courant, à 16 heures, un nouveau détachement de 37 militaires russes, dont 2 sous-officiers, est arrivé à Marmeaux pour exploiter une coupe de bois dans la forêt de Saint-Ambroise, pour le compte de M. Lebovici. Aucun accident n'a marqué l'arrivée de ce nouveau détachement qui est cantonné avec celui qui fait l'objet du rapport n°12 en date du 5 février 1918⁸⁶.

Cependant, sur de nombreux chantiers, les Russes acceptent de travailler et ne créent aucun désordre.

Le 28 mars, 25 soldats russes appartenant au centre d'Orléans et venant de Vitry-aux-Loges (Loiret) sont arrivés à Héry (Yonne) où ils sont occupés à couper du bois pour le compte de l'usine de Pyrotechnie. Ce détachement se compose du sergent-major Gérasinoff Basile, chef du détachement, de 3 sergents et de 21 soldats dont un servant d'interprète. Jusqu'à ce jour, leur conduite n'a donné lieu à aucune critique⁸⁷.

L'année 1918 se poursuit ainsi, cahin-caha jusqu'à l'armistice du 11 novembre. Après cette date, les soldats russes disparaissent des documents préfectoraux. Rien de plus normal. La guerre est terminée et les soldats russes n'ont plus à être astreints à des tâches ayant trait au conflit. On imagine qu'ils rongent leur frein dans l'attente de leur

84 ADY 7R 218, courrier de R. Motheré - Commerce de bois – Scierie - Maligny, au préfet de l'Yonne en date du 4 avril 1918.

85 ADY 7R 218, courrier de Lazare Lebovici adressé depuis Paris au préfet de l'Yonne en date du 8 avril 1918.

86 ADY 7R 218, rapport de la gendarmerie de Guillon en date du 14 avril 1918.

87 ADY 7R 218, rapport de la Brigade de gendarmerie de Seignelay en date du 5 avril 1918.

rapatriement. Ils attendront encore de longs mois⁸⁸.

En effet, ce n'est qu'en 1919 que le gouvernement français songe à renvoyer chez eux ces déracinés. Aux 15 000 Russes résidant sur le territoire national, il faut ajouter les 18 000 soldats des deux brigades de l'Armée d'Orient et plus de 20 000 prisonniers russes libérés des camps allemands et évacués en France. Jusque-là, le gouvernement français a hésité à faire rentrer au pays ces soldats gagnés – en partie – à la Révolution et à alimenter ainsi l'armée rouge de Trotsky. Mais, en 1919, le gouvernement français décide de les utiliser comme monnaie d'échange contre les prisonniers français des missions militaires et diplomatiques françaises et britanniques retenus en Russie par le gouvernement bolchevique dirigé par Lénine. En juin 1919, la moitié des soldats russes prennent donc le chemin d'Odessa sur les bateaux français qui les ramènent chez eux depuis les ports de Marseille et d'Alger (rappelons qu'il y avait 5 000 soldats russes déportés en Algérie). À la fin de l'année, 24 000 soldats sont partis. Mais, si le troc est fini, il reste encore 22 000 hommes en France et en Algérie en février 1920. Un nouvel accord est signé le 20 avril à Copenhague, aux termes duquel la France va rapatrier les derniers Russes qui souhaitent repartir.



Sur la route de Colmar, prisonniers russes revenant d'Allemagne, en novembre 1918.
(Photo Ernest Baguet – Service photographique de l'Armée)

88 La famille du marchand de bois Merland, de Bessy-sur-Cure, a conservé trois exemplaires d'un journal quotidien rédigé en russe, imprimés à New-York (!) et envoyés au soldat L. Malinovsky qui devait être abonné. Les journaux datent de septembre 1919 et sont restés à Bessy après le départ des soldats russes (nota : l'exemplaire du 25 septembre porte le cachet de la poste de Bessy du 2 octobre, ce qui montre la rapidité et l'efficacité de la poste maritime de l'époque). Merci à Annick Augé (famille Merland) de nous les avoir fait connaître (cf.annexe 5).

En 1922, le gouvernement s'inquiète de savoir s'il reste des soldats russes en France et propose – le cas échéant – de payer leur rapatriement. En effet, tous ne sont pas rentrés. Certains se sont installés, ont trouvé du travail, voire se sont mariés et ont eu des enfants. C'est le cas dans l'Yonne. Le sous-préfet de Joigny répond à la circulaire ministérielle du 29 octobre 1922 en signalant que trois anciens soldats russes, « anciens combattants du front français », demandent à retourner en Russie. Il s'agit de Constantin Konoroff, de Grégori Bozoulouk et de Bazile Zadkoff, tous trois domiciliés à Saint-Fargeau. Le sous-préfet de Sens informe sa hiérarchie que l'arrondissement ne compte que deux anciens soldats russes (ils sont domiciliés à Sens) dont l'un, Antoine Oboukoff, « ne désire pas rentrer en Russie actuellement » et l'autre, Auguste Teper, accepterait la proposition, « mais dans quelques mois seulement, ayant des intérêts à défendre en France »⁸⁹. Dans les autres arrondissements du département⁹⁰ aucun ancien soldat russe n'est signalé.

Les soldats russes enterrés au cimetière Dunand ont connu un autre et triste sort. Les notices nécrologiques conservées à la Mairie d'Auxerre (registre des décès) montrent que trois d'entre eux décèdent entre le 28 juin et le 28 juillet 1918, un meurt le 8 septembre et dix en octobre de la même année. Deux soldats russes décèdent encore en février-mars 1919 et le dernier le 14 février 1920. Tous sont issus des hôpitaux militaires d'Auxerre. Quatorze d'entre eux ont séjourné à l'hôpital de l'avenue Denfert-Rochereau (caserne Vauban), un à l'hôpital de l'avenue Pasteur (École normale de garçons), un à l'hôpital de l'avenue de Paris (hôpital psychiatrique qui accueillait aussi des militaires pendant la guerre), un à l'hôpital Saint-Germain (ancienne abbaye). Les causes des décès ne sont pas mentionnées. Les dix morts d'octobre 1918 ont sans nul doute été causées par l'épidémie de grippe espagnole, qui est alors à son apogée⁹¹. La grippe tue surtout les personnes à la constitution fragile, affaiblies par la malnutrition, par des blessures ou des maladies chroniques. Pour les autres on se perd en conjectures. Ont-ils été victimes eux aussi de la grippe espagnole ou bien d'accidents du travail sur les chantiers d'abattage en forêt ? Sont-ils morts suite à des blessures de guerre ? Nous avons dit, plus haut, qu'un

89 ADY, 2R 285, Circulaire ministérielle du 29 octobre 1922 "Rapatriement aux frais de l'État des anciens soldats russes provenant soit des prisonniers de guerre venus d'Allemagne, soit des brigades russes ayant combattu en France". La circulaire précise que le rapatriement aux frais de l'État concerne aussi les femmes et les enfants des soldats russes. Le préfet envoie une circulaire aux sous-préfets le 3 novembre. Les retours d'enquête sont échelonnés entre le 23 et le 30 novembre.

90 Arrondissements de Tonnerre, Avallon et Auxerre.

91 La grippe espagnole sévit de mi-septembre à décembre 1918 puis de février à mai 1919 ; elle tua plus de 400 000 personnes en France et environ 60 millions dans le monde. Parmi les nombreuses victimes auxerroises on relève une jeune femme de 26 ans au prénom évocateur de Lorraine-Alsace, ouvrière d'usine, réfugiée du nord de la France (elle est née à Avion, Pas-de-Calais, en 1892, et son frère, Jean-Baptiste Thumerelle, qui fait la déclaration de décès est mineur de fond).

certain nombre de ces soldats étaient en mauvaise santé et – pour certains – atteints de paludisme...

Quatorze hommes sur dix-sept sont identifiés comme « travailleurs russes » ou « soldats-travailleurs », ou rattachés à la « compagnie 5/2 », qui est le matricule de la compagnie de travailleurs russes affectée au département de l'Yonne. Tous ceux-là viennent certainement du camp de la Courtine (encore que l'un d'entre eux, Rodion Andrianoff est signalé comme « venant de l'armée d'Orient »). Le soldat Nicolas Kolikine dont la notice nécrologique est brève et incomplète, a droit à la mention « Mort pour la patrie » sur la plaque de sa tombe. Il n'est pas signalé comme « travailleur russe » mais comme « soldat au 2^e régiment d'infanterie russe ». Il meurt le 18 octobre 1918 au plus fort de l'épidémie de grippe espagnole. Les deux autres « Russes » sont des cas particuliers. Georges Przesmycky, né en territoire polonais, à Wilno, est identifié comme « brigadier au 1^{er} groupe d'artillerie polonaise ». Il ne fait pas partie, à coup sûr, des brigades recrutées en Russie, ou des compagnies de « soldats-travailleurs ». Il fait sans doute partie des volontaires polonais engagés sur le front français⁹². Il est hospitalisé à Auxerre et ce sont ses blessures qui finalement causent sa mort le 8 septembre 1918. Il est d'ailleurs gratifié de la mention « mort pour la France », ce qui renforce l'hypothèse d'un homme blessé au combat. Andry Vyleipeck est également d'origine polonaise. Il est né à Sasiadka et il est « soldat de deuxième classe à la 22^e division polonaise ». Il ne fait donc pas partie du groupe de la Courtine, et on peut le compter comme combattant volontaire polonais. Il meurt tardivement le 14 février 1920, ce qui ne veut pas dire qu'il n'est pas mort d'une vilaine blessure mal guérie (beaucoup de soldats gazés meurent dans les années qui suivent la guerre).

Quoi qu'il en soit, tous ces anciens combattants, issus ou non des compagnies de « travailleurs volontaires », ont droit aux honneurs militaires et au carré des anciens combattants du cimetière. L'État français les considère bel et bien comme des braves ayant droit aux honneurs. Celui qui est enterré à part – le soldat polonais Vyleipeck – n'a pas démérité, mais sa tombe est régulièrement notée dans les documents administratifs comme ne devant pas être déplacée car le décès s'est produit après la date limite du 24 octobre 1919⁹³.

92 Les Polonais de France, pour beaucoup ouvriers mineurs du Nord-Pas-de-Calais, se sont engagés dès 1914 aux côtés de l'armée française. Le 4 juin 1917, une armée polonaise, forte de deux divisions, est créée officiellement en France.

93 La loi qui organise les sépultures perpétuelles (aux frais de l'État) des soldats morts à la guerre, stipule que seuls ceux qui sont morts avant le 24 octobre 1919 y ont droit. La Circulaire du Ministère des Pensions du 23 août 1932 rappelle la règle (AMA, 4N 62). La tombe du soldat polonais Georges Przesmycky, est également notée comme ne

Tous ces hommes sont jeunes. Les âges s'échelonnent de 21 ans à 35 ans. La moyenne s'établit à 25 ans⁹⁴. Les deux plus jeunes, décédés à 21 ans en 1918, n'avaient donc que 18 ou 19 ans lors de leur incorporation en 1916.

La constitution du carré militaire du cimetière Dunand est laborieuse. Pendant la guerre on a enterré les militaires dans des parcelles différentes en essayant malgré tout de les laisser groupés. On a ainsi un « carré militaire » dans la partie K du 1^{er} carré du cimetière Dunand (1914), puis un autre dans la partie L (1915), d'autres encore dans les parties N (1915), O (1915), Y (1916), Z (1917), AE (1917), OE (1917). Il y a encore des tombes dans le 2^e carré du cimetière Dunand et aussi dans le 2^e carré du cimetière Legueux (contigu au cimetière Dunand⁹⁵). Les soldats allemands décédés dans les hôpitaux d'Auxerre sont enterrés dans le coin le plus retiré du cimetière, loin des soldats français, le long d'un mur, dans le 7^e carré. Le 27 février 1922, par convention, la commune d'Auxerre cède à l'État les terrains où sont enterrés les soldats⁹⁶. Les tombes sont désormais entretenues par la commune, mais aux frais de l'État, à raison de 5 francs par an et par tombe⁹⁷. Les concessions sont perpétuelles. En 1923, la loi prévoit le rassemblement des corps des soldats morts pour la patrie en un même lieu dans les cimetières des villes. Les règles d'application sont strictes. Les familles, notamment, doivent donner leur accord pour le déplacement des corps. Il faut donc faire des enquêtes et interroger les familles une à une. Ce sont les communes qui doivent se charger des démarches. Le travail de recensement commence. Mais il est difficile et surtout, les frais de levée des corps et du déplacement des tombes sont élevés. Le 31 mars 1924, le Conseil municipal décide de surseoir à l'exécution de la tâche⁹⁸. Le 20 octobre 1926, le Commissaire de police attire l'attention du Maire sur la saturation du cimetière, sur sa nécessaire réorganisation par fusion des différentes parcelles (Dunand, Legueux...) et sur la gêne occasionnée par le positionnement des carrés militaires qui empêchent toute réorganisation fonctionnelle :

En 1923, après les exhumations des corps des soldats français réclamés par leur famille et de ceux des militaires américains rapatriés [...] les tombes restantes se trouvaient dispersées sur les emplacements primitifs et [il fut décidé] qu'il y avait lieu de procéder à un regroupement [...] L'autorité militaire avait engagé la municipalité à rechercher les

devant pas être déplacée mais on la retrouve aujourd'hui dans le carré militaire.

94 Cf. les âges de chacun dans l'annexe 4.

95 Les cimetières portent le nom des donateurs des terrains. A l'époque on donne le nom générique de "cimetière de l'Arquebuse" à ces parcelles qui constituent le cimetière municipal par additions et agrandissements successifs.

96 AMA, 4N 62.

97 Dans les années trente, la subvention de l'État passe à 7 francs.

98 AMA, 4N 62.

familles de décédés et à obtenir d'elles le consentement préalable. Devant l'impossibilité de toucher ces familles, puisque la plupart des actes de décès ne comportent aucune indication le permettant, le projet de regroupement fut abandonné. [...] [Il y a en outre] quarante tombes de tirailleurs indigènes, sénégalais, indo-chinois ou de soldats russes abandonnées dont les familles sont totalement inconnues et introuvables. [...] On pourrait les transférer dans les emplacements libérés par les tombes françaises exhumées et les tombes américaines. [...]⁹⁹

Le 7 juin 1932, une circulaire du Ministre des Pensions indique que des crédits ont été votés par le Parlement pour achever le regroupement des tombes dans les « cimetières de l'arrière » (par opposition aux cimetières du front). C'est ce que rappelle l'Architecte-Voyer à la municipalité en 1936¹⁰⁰. Mais le regroupement se fait attendre. En 1937, on décide, enfin, que les tombes des militaires morts pour la France seront « prochainement » déplacées et regroupées. La municipalité fait un appel d'offres pour la réalisation « de 240 emblèmes en béton armé » (stèles) et d'un « chaînage » (rail en béton armé enterré) pour constituer le carré militaire que nous connaissons aujourd'hui. Elle demande des devis pour la réalisation de 230 « boîtes à ossements »¹⁰¹. Elle achète aussi 444 mètres de calicot pour fabriquer des linceuls chez Soisson et James, le grand magasin de textile auxerrois, au prix de 777 francs. L'entreprise Gorliez et Marcolini de Chablis emporte le lot de maçonnerie pour 7 610 francs le 18 octobre 1937 et commence les travaux en 1938. Une semelle en béton de 40 centimètres de large et de 20 centimètres d'épaisseur est coulée à faible profondeur. Il y a six rails en béton identique pour une longueur totale de 101,70 mètres linéaires. Les stèles mesurent 80 centimètres de haut sur 33 centimètres de large et 5 centimètres d'épaisseur. Elles sont ancrées dans le rail en béton tous les 90 centimètres et sont disposées par deux, dos à dos. Les « boîtes à ossements » sont réalisées par l'entreprise des Pompes Funèbres Générales pour 12 650 francs (55 francs pièce). Ces boîtes sont de petite taille. Elles mesurent 1,20 mètre de long, 35 centimètres de large (et de haut) à la tête et 28 centimètres (hauteur et largeur) aux pieds. Elles sont confectionnées en sapin et emplies de sciure de bois aux deux tiers. Ces dimensions réduites ne doivent pas étonner. Il s'agit de recueillir les ossements et non les corps entiers de défunts (enterrés depuis vingt ans). Les corps sont transférés en deux jours de temps. En 1939 des plaques en zinc fondu portant le nom des défunts et la mention « mort pour la France » sont apposées sur les stèles¹⁰². Les frais engagés sont remboursés par l'État qui continue à verser chaque année 7 francs par

99 AMA, 4N 62.

100Lettre de l'Architecte-Voyer du 19 juin 1936, AMA, 4N 62.

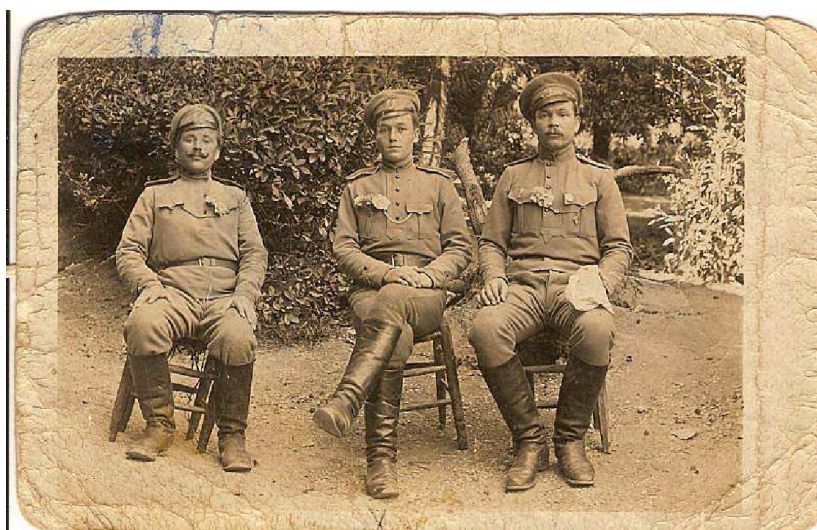
101On ne sait pourquoi le nombre de stèles diffère du nombre de cercueils.

102AMA, 4N 62.

tombe pour l'entretien courant (soit 2 francs de plus qu'en 1922). Quand la Seconde Guerre mondiale éclate, le carré militaire de la Première Guerre mondiale est enfin constitué.

Les soldats russes sont regroupés côte à côte sur deux rangées disposées tête-bêche pour douze d'entre eux. Trois autres sont enterrés côte à côte dans la parcelle adjacente. Un soldat polonais (Przesmycky) est enterré un peu plus loin. Le deuxième soldat polonais (Vyleipeck) reste en dehors du carré militaire. Les soldats coloniaux sont enterrés à leurs côtés car on a regroupé tous les « étrangers » dans le même secteur¹⁰³.

Jusqu'en 1938, il y avait 22 tombes de soldats allemands et deux de soldats autrichiens au cimetière Dunand. En novembre de cette année-là, ces tombes sont relevées et transférées dans les cimetières allemands de la Marne (à la demande de l'État allemand). Tous les corps de soldats américains ont été rapatriés aux USA. Les Italiens ont également regagné leur patrie.



Trois jeunes soldats russes assis

*

* *

Les soldats russes du cimetière d'Auxerre ont connu un sort malheureux. Recrutés en Russie tsariste, transportés sur des milliers de kilomètres, envoyés sur le front français, ils ont connu la boue des tranchées et les offensives meurtrières. Ils ont participé bravement à la meurtrière offensive Nivelle. Ballotés par l'Histoire et la guerre, ils se sont

¹⁰³Un relevé des années trente conservé aux Archives municipales d'Auxerre indique qu'il y a au cimetière Dunand, 28 soldats algériens et tunisiens, 5 sénégalais et soudanais, 5 guadeloupéens et martiniquais, 3 malgaches, 13 italiens, 15 russes, 2 polonais, 4 annamites et indo-chinois et 232 français. AMA 4N 62.

retrouvés, à la Courtine, au beau milieu de la France. Empêchés de rentrer dans leur patrie, travaillés par les idées du temps et la Révolution, ils se sont révoltés et ont été réprimés. Obligés de travailler contre leur gré sur les chantiers forestiers français, ils ont fini leurs jours dans un hôpital d'Auxerre, fauchés par la maladie ou emportés par leurs blessures contractées au combat.

Aujourd'hui ne restent d'eux que leurs tombes dans un carré militaire de la province française. Leur histoire est ignorée et personne n'honore leur mémoire ni ne vient fleurir leurs tombes. Leur sort n'est, en réalité, guère différent de celui des soldats français morts au combat qui, eux aussi, tombent peu à peu dans l'oubli. Morts trop jeunes, bien souvent, pour avoir eu des enfants, ces soldats français n'ont pas de descendance. Qui se soucie d'eux ? L'État fait son devoir et entretient les tombes qu'il confie aux bons soins des municipalités. Il y a bien, chaque année, des cérémonies du souvenir dans chaque commune de France, le jour du 11 novembre. Mais ces cérémonies englobent tous les morts dans le même hommage. Individuellement, les soldats tués au combat n'ont plus d'existence. Ceux qui les ont connus, les anciens combattants, sont tous décédés. Les derniers enfants de la génération des combattants sont au seuil du tombeau et leurs petits-enfants vieillissent. La quatrième génération, celle des arrière-petits-enfants n'a jamais connu un seul ancien Poilu. Le temps efface les traces et le souvenir se perd. Bientôt, seuls les livres raconteront les histoires de ceux de 14.

Passants qui passez, lisez les noms sur les tombes et sur les monuments aux morts et ayez une pensée pour ces jeunes de vingt ans morts avant leur heure.



Enfant soldat de l'armée russe en France
(Service photographique de l'Armée)

Annexes

Annexe 1

Trois tracts du soviet des soldats russes en France

1 - Tract diffusé par les soldats Russes le 22 juin 1917

Dès notre arrivée en France il y a un an et demi des bruits couraient que nous avions été achetés pour des munitions. Ces bruits se multipliaient de plus en plus et enfin on considérait le soldat Russe non pas comme un homme, mais comme un objet. Les blessés, les malades, on les traitait d'une manière révoltante et de plus on leur appliquait une discipline de prison. Cela ne peut pas être autrement : le malade, le blessé cet homme incapable pour le service en d'autres termes, est un objet inutile. Donc, avec un objet inutile, il ne faut pas, il n'est pas nécessaire de faire des façons.

Nous, soldats bien portants, pour le moment, nous sommes des objets utiles ayant son prix qu'on appelle la capacité de se battre. Mais au premier combat, une partie de nous perdra ce prix, on les blessera et cette partie connaîtra le sort déplorable des objets inutiles jetés dans les hôpitaux. Chacun de nous attend ici une telle issue, mais chacun de nous veut l'éviter. La seule ressource pour cela, c'est de s'unifier et catégoriquement refuser d'aller sur le front français. Et nous, nous sommes décidés à cela. Aucune assurance des chefs, les nôtres comme ceux des Français, ne nous forceront de renoncer à cette décision. Depuis plus de 2 mois, on nous répète que la situation des blessés s'est améliorée, et, pourtant, on ne voit pas de résultat. Au contraire, dans les dizaines de lettres que nous recevons chaque jour des hôpitaux, on n'entend qu'une lamentation continue d'une situation sans issue. Les blessés qui rentrent confirment unanimement cela.

Notre situation avant le coup d'État [la Révolution de Février] était pénible, après lui elle a encore empiré. Le laborieux peuple Russe exerce une grande pression au profit de la paix. Mais cela n'est pas du goût de la France bourgeoise : sachez que pour elle, la guerre est avantageuse, elle lui apporte des intérêts. Voilà pourquoi, la majorité des Français se trouvant sous l'influence de sa bourgeoisie, se montre pour nous, au plus haut degré, méfiante, nous insulte et nous humilie.

Enfin irrésistiblement nous sommes attirés vers la Russie, par l'amour du pays natal, vers les parents et vers ceux qui nous sont chers. Que nous puissions encore une fois embrasser notre femme, caresser nos enfants, voir les chers visages de nos parents avant la mort, voilà de quoi sont altérés nos cœurs.

Le dur militarisme n'a pas étouffé ces sentiments. Non, ces sentiments s'enflamment de plus en plus et rien ne nous donne satisfaction. Alors, nous ferons voir notre force pour poursuivre le combat.

Encore une fois, nous prions, nous exigeons et nous insistons pour qu'on nous renvoie en Russie. Envoyez-nous là d'où nous avons été chassés par la volonté de Nicolas le Sanglant. Là-bas en Russie, nous saurons être et nous serons du côté de la liberté, du côté du peuple laborieux et orphelin. Là, c'est avec la plus grande des joies que nous livrerons notre vie pour le grand et libre peuple Russe.

En raison de tout ce que nous avons dit, nous avons résolu de ne pas aller à l'exercice ici en France. Qu'on appelle cela illégal, criminel, nous n'avons pas d'autres

moyens de nous faire entendre. Nous connaissons le prix de toutes ces promesses ; nous savons que sans pression elles resteront mortes et inappliquées.



Automobile de l'état-major réquisitionnée par les mutins (Journal Le Miroir)

2 - Appel des rebelles aux loyalistes le 14 septembre 1917 (extrait)¹⁰⁴

Pourriez-vous aller jusqu'à vous abreuver du sang de vos camarades, voire même de vos frères ? Demain, le monde entier connaîtrait le crime que vous commettriez en levant sur nous une main fratricide.

Que dirait-on de vous alors en Russie ? Qu'en penserait notre chère patrie ?

Que diraient nos pères, nos mères, nos femmes, nos enfants ?

Il y aurait alors d'autres émeutiers et d'autres traîtres à la patrie que nous.

Camarades, ne vous traînez pas dans la boue et ne nous y conduisez pas...

C'est assez de courir plaines et montagnes pour chercher ce que vous n'avez pas perdu, pour récolter ce que vous n'avez pas semé...

Les soldats de la 1^{re} Brigade de la Courtine

¹⁰⁴Publié in R.Parayre, Creuse 1917-1922, du Soviet de la Courtine au monument aux morts de Gentioux, op. Cit. Ce tract est rédigé au moment critique, juste avant l'assaut contre les mutins de la Courtine.



LIBERTE ! ÉGALITÉ ! FRATERNITÉ ! Illustration parue dans le journal Le Miroir

3 - Affiche diffusée par le Comité secret pour refuser le travail volontaire
le 23 octobre 1917¹⁰⁵

Camarades !

Refusez catégoriquement tout travail particulier et également d'aller au front. On nous trompe en nous disant qu'il n'y a pas de vaisseaux. Ce sont des mensonges ! Ils ne veulent pas nous renvoyer en Russie au secours de nos pères et de nos frères ! Le commandement s'efforce de nous employer de diverses manières et même de nous envoyer au front pour défendre la bourgeoisie française.

Camarades ! sachez que l'heure est proche de notre retour tant attendu en Russie.

Tous en Russie ! Hurrah ! A bas les tyrans !



Plaque commémorative de la Courtine

105 Idem.

Annexe 2

La répression du camp de La Courtine
Souvenirs de Léon Verly, incorporé en avril 1917
Transmis par F. Verly, son neveu, le 4/09/2000
Réalisation : APTIC - Lycée R Loewy. La Souterraine.- 23300 - France

Me voici donc incorporé à Brive-la-Gaillarde dans un bataillon d'instruction du 84^e R.I. Les trois quarts des recrues étaient originaires du Nord, les autres étaient des Charentais. Le bataillon ne comprenait que des jeunes gens appartenant à la classe 1918 dont la plupart n'avaient même pas 19 ans. Certains d'entre eux, surtout les Charentais, avaient l'air de vrais gosses. On dut même en réformer au corps.

Tous nos instructeurs étaient des hommes qu'on avait retirés momentanément du front. Ils n'avaient rien de commun avec les officiers, sous-officiers et caporaux dit "temps de paix". On voyait qu'ils avaient vécu la vie du front et n'éprouvaient nulle envie de faire de l'excès de zèle ou d'exiger une discipline rigide analogue à celle décrite par Courteline dans les " Gaités de l'Escadron ". Seul, le capitaine commandant le bataillon, un adjudant de carrière promu capitaine du fait de la guerre, se montrait exigeant sans toutefois tomber dans l'excès.

Et ce fut l'apprentissage du métier. Si quelque chose peut être fastidieux c'est bien l'exercice dans la cour des casernes : le maniement d'armes, l'école du soldat, l'école de section, etc. Heureusement pour nous, un événement tout à fait inattendu vint apporter une diversion à cette vie si ennuyeuse et si dépourvue d'agréments.

Un matin, c'était le 3 Août, en descendant au rassemblement habituel, il nous parut que tous les gradés avaient des airs de conspirateurs. Il y avait entre eux de longs conciliabules auxquels nous ne pouvions participer. La journée se passa sans que nous puissions apprendre de quoi il s'agissait. Des ordres avaient été donnés pour que le voile ne fut pas levé. Mais le lendemain matin, dès la première heure, ce fut le grand branle-bas. Nous dûmes descendre dans la cour du quartier tout équipés comme si nous partions en guerre. Puis, en route pour la gare. C'est alors que nous apprîmes que nous partions en campagne... contre les Russes. Il faut ici que j'ouvre une parenthèse pour la compréhension de ce qui va suivre.

Après la bataille de la Marne et de Verdun, la guerre s'éternisait et dans le pays une lassitude commençait à se manifester. Un jour, on apprit soudain une nouvelle qui parut d'autant plus extraordinaire que personne ne la prévoyait. Des troupes russes arrivaient en France. Partis de Vladivostok et d'Arkhangelsk, vingt mille hommes débarquèrent, après un voyage de deux mois, à Marseille, à La Pallice et à Brest. Une partie fut envoyée à Salonique le reste soit deux brigades, resta en France. Après avoir participé à des opérations en Champagne, un certain mécontentement, dû à diverses causes qu'il serait trop long d'exposer ici, se manifesta parmi les Russes. Un vent d'indiscipline soufflait qui obligea bientôt à les retirer du front et à les envoyer au camp de La Courtine dans la Creuse. Là, des éléments révolutionnaires s'étant glissés parmi eux, les choses, loin de s'arranger, ne firent que s'aggraver. Refus total de remonter au front et exigence de retourner en Russie. Le gouvernement français eût volontiers accédé à cette exigence, mais, en ayant fait part au gouvernement Kerenski, ce dernier, pour des raisons connues de lui seul, refusa.



Réunion des délégués du Soviet de la 1^{re} brigade russe
(Service photographique de l'armée)

Je ne puis relater dans le détail ce qui suivit. Je renvoie pour cela mes lecteurs à un livre que je possède intitulé : " La mutinerie de La Courtine " par Pierre Poitevin. Ce livre fait l'historique de cette mutinerie et permet de comprendre ce qui s'est passé. Pour moi, je ne puis qu'exposer les grandes lignes de cette affaire. En présence d'une telle situation, le gouvernement se devait de prendre des mesures. C'est ce qu'il fit. Un plan de protection fut établi qui prévoyait l'encerclement de tout le camp. Il s'agissait de protéger le territoire français en dehors du camp contre toutes les entreprises des mutins, mais si l'on devait recourir à la force, il fallait en laisser le soin aux Russes restés fidèles. Du côté français, on alerta toutes les troupes de la 12^e Région, y compris tous les bataillons d'instruction. C'est ainsi que l'on fit appel à celui du 84^e dont je faisais partie. Le 4 août, cent hommes du 84^e et du 126^e de Brive furent dirigés sur Eygurande. Nous fûmes logés chez l'habitant et nous attendîmes la suite des événements. Pendant plus d'un mois, nous menâmes une vie des plus agréables, une vraie récréation après les fastidieux exercices dans la cour de la caserne à Brive. Puis l'ordre fut donné de nous rapprocher de La Courtine. Le cercle se resserrait.

Le 15 Septembre, on nous fit camper, sous la tente, dans la lande, à environ 1 500 mètres de la limite du camp. Devant nous se trouvaient les Russes fidèles, les artilleurs portant un brassard jaune, les fantassins un brassard bleu pour permettre de les distinguer des mutins. Nous savions que si ces derniers n'acceptaient pas l'ultimatum qui leur était envoyé, à savoir reddition sans conditions, pour le lendemain à 10 heures, il serait fait usage de la force. En effet, l'ultimatum était resté sans réponse. Le 16 Septembre, à 10 heures du matin, l'artillerie entra en action ; mais seulement quatre coups de semonce. Les mutins répondirent en jouant et en chantant la Marseillaise puis la Marche Funèbre de Chopin, en signe de protestation et de dédain. Le canon se tut pendant quatre heures. À quatorze heures, il se fit de nouveau entendre d'heure en heure jusqu'à vingt heures.

Les deux articles, l'un du Général Pieuchot, l'autre du journaliste Albert Mousset, que je donne ci-après, permettront de se rendre compte de ce que fut, en définitive, cette bataille dans laquelle, heureusement, nous n'eûmes pas à intervenir. On ne fit appel à nous que pour convoier par chemin de fer au camp de Bourg-Lastic quelques centaines de mutins qui se montrèrent tout doux comme des moutons. Dix jours après, nous reprenions le chemin de nos casernes à Brive.

Pour nous, la campagne avait été d'agréables vacances que nous regrettions beaucoup.



À BAS LA GUERRE ! 1917

Plaque commémorative posée par la Libre Pensée au cimetière de la Courtine le 15 septembre 2012

Annexe 3

Les soldats russes à Courneau (Landes)

Extrait d'une conférence prononcée le 21 novembre 1984, à la salle des fêtes de La Teste¹⁰⁶ :

Ce furent 8 000 hommes en débandade qu'hébergea le camp de Courneau pendant l'automne 1917 et les premiers mois de 1918. Pendant son séjour au Courneau cette troupe désœuvrée n'obéit qu'à ses soviets, passant son temps à discuter politique et boire.

André Rebsomen, dans son livre Arcachon et ses environs pendant la guerre, et dans ses notes personnelles, a décrit le comportement des russes en dehors du camp : ils ne connaissent sur la route ni la droite ni la gauche, passent en bicyclette devant les autos qui pour les éviter doivent se jeter dans le fossé. Les chariots « conduits par un soldat plus ou moins ivre circulent au grand galop passant d'un bord à l'autre dans un terrible roulis, à la grande frayeur des autres véhicules, des inoffensifs piétons ou de paisibles cyclistes ». Dans les rues d'Arcachon et de La Teste, ils se promènent avec des bouteilles de liqueurs ou d'alcool, s'arrêtant pour boire. Les cafés, en effet ont reçu l'ordre de ne plus servir d'alcool au détail. Ils achètent alors les bouteilles de rhum, de curaçao, de bénédictine... qu'ils boivent dans la rue ou dans une chambre d'auberge ou d'hôtel qu'ils ont louée à plusieurs. « Tous les soirs, des patrouilles de cavaliers russes se promènent dans Arcachon pour ramener leurs soldats ivres... »

Il doit y avoir encore à La Teste, des personnes se rappelant avoir découvert, en ouvrant leurs volets le matin, un russe ivre mort, dormant étendu sur le pas de leur porte ou dans leur jardin. Inutile de dire que le soir, chacun se barricadait chez soi.

Pour en finir, comme il n'était pas possible de les rapatrier avant la fin des hostilités, on donna aux Russes de Courneau, le choix entre la légion étrangère française, des unités de travailleurs et une légion russe à créer qui serait engagée sur le front français. La légion étrangère française eut quelques volontaires. Il y en eut un plus grand nombre pour la légion russe. La masse opta pour les unités de travailleurs.

En gare de La Teste, les Russes prirent le train par détachements successifs pour la destination de leur choix. Par mesure de précaution, les abords de la gare étaient gardés par des tirailleurs sénégalais, et de la cavalerie était maintenue à proximité. Il n'y eut pas d'accident.

Les unités de travailleurs furent employées dans l'est et dans le centre de la France. La légion russe fut affectée à la Division Marocaine. À partir du 7 mars 1918, elle combattit vaillamment et participa à l'occupation de l'Allemagne après l'armistice. Elle reçut la fourragère aux couleurs de la croix de guerre, ayant été citée deux fois à l'ordre de l'armée.

Dans la Marne, près de Saint-Hilaire-le-Grand, sur la route de Mourmelon à Auberive, se trouve une chapelle commémorative de style novgorodien et un cimetière où sont enterrés les officiers et soldats russes morts au champ d'honneur, en France.

C'est avec soulagement que la population testérine avait regardé partir les Russes, car ils avaient suscité de sa part beaucoup de plaintes.

106Page 14-18 Forum, http://pages14-18.mesdiscussions.net/pages1418/forum-pages-histoire/sont-russes-sujet_1213_1.htm.

Annexe 4

Liste alphabétique et âge des soldats russes enterrés au cimetière Dunand à Auxerre

1. Andrianoff Rodion, 22 ans¹⁰⁷
2. Dobrodieeff Pierre, 21 ans
3. Jakowloff Ivan, 35 ans
4. Jaroukine Tropine, 23 ans
5. Kazityky Dimitri, 23 ans
6. Kolikine Nicolas, 25 ans
7. Laukiniock Ivan, 23 ans
8. Logovoï Alexandre, 26 ans
9. Mikaëloff Jean, âge non noté
10. Prekhodkin Jacques, 21 ans
11. Przesmycky Georges, 26 ans, d'origine polonaise
12. Romanoff Georges, 24 ans
13. Sakaroff Nicolas, 26 ans
14. Schwetz Mitrophane, 35 ans
15. Stakhorsky Kouzma, âge non noté
16. Vyleipeck Andry, 31 ans, d'origine polonaise, mort le 14 février 1920 et enterré en dehors du carré militaire
17. Wedeychtiouk Féodossi, 23 ans



Plaque de la tombe du soldat Jean Mikaeloff au cimetière Dunand

¹⁰⁷Les âges ne sont pas inscrits sur les tombes ; ils ont été relevés sur les registres des décès conservés au service de l'état civil de la Ville d'Auxerre.

Annexe 5

Journaux russes retrouvés à Bessy-sur-Cure

Trois journaux russes datant de septembre 1919 ont été retrouvés à Bessy-sur-Cure, dans la maison du marchand de bois Merland, qui employa de la main-d'œuvre russe pendant la guerre. Ce sont trois exemplaires du Russkoye Slovo (La Parole russe), journal des Russes de New York, de tendance sociale-démocrate. Ils étaient adressés au soldat "L. Malinovsky, Bessy-sur-Cure, Youne [Yonne], meson [maison] Merland, France". Peut-être ce soldat était-il tenté par l'exil en Amérique ? La mémoire familiale garde le souvenir de "deux prisonniers russes" (le marchand de bois en avait embauché 22) dont l'un aurait "fréquenté" la fille de la maison et aurait envoyé (ou laissé) un portrait du tsar Alexandre III (le père du dernier tsar, Nicolas II). Ce portrait, encadré, est toujours en possession de la famille Merland. Merci à Annick Augé (famille Merland) pour cette intéressante découverte qui montre que quelques soldats russes seraient restés dans l'Yonne après l'armistice du 11 novembre 1918.



Étiquette collée sur la bande entourant le journal



Un exemplaire du journal Russkoye Slovo

